



Conakry, le 23 juin 2022

A**Monsieur le Premier Ministre,
Chef du Gouvernement****Objet :** Lettre d'invitation du MATD**Monsieur le Premier Ministre,**

Nous avons bien reçu la lettre de Monsieur le Ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, en date du 21 juin 2022, nous invitant à la troisième session du cadre de concertation qui doit se tenir sous votre présidence. Nous voudrions saisir cette occasion pour remercier votre gouvernement pour l'intérêt qu'il porte à notre coalition.

Permettez- nous de rappeler que notre coalition n'avait pas participé aux sessions précédentes en raison du fait de la configuration du cadre de concertation, de son organisation et du processus de prise de décision qui n'étaient pas conformes, à nos yeux, à l'esprit de la charte de la transition.

En effet, la crise guinéenne étant d'essence politique, le cadre de dialogue devait être strictement politique avec une composition limitée au CNRD, au gouvernement et aux partis politiques et organisations de la société civile les plus représentatifs de la nation, avec les PTF regroupés dans le G5 et sous la supervision d'un facilitateur désigné par la CEDEAO, l'UA ou les Nations Unies.

En outre, la transition étant une période d'exception dont la finalité est le retour à l'ordre constitutionnel, les sujets à débattre au sein du cadre de dialogue devaient être circonscrits à la Constitution, au Code électoral, au Fichier électoral, à l'Organe de Gestion des Elections, au chronogramme.

C'est ce cadre de dialogue, soutenu par les partis politiques les plus représentatifs du pays par les suffrages qu'ils ont réunis à toutes les élections, qui nous a paru être l'instrument d'échanges et de décision le plus efficace pour un retour rapide à l'ordre constitutionnel, gage d'une transition réussie.

Votre déclaration lors de votre point de presse du 20 juin 2022 invitant au sursaut national, appelant les forces vives du pays autour de la table de dialogue et assurant que le CNRD et son gouvernement sont déterminés à rendre le dialogue le plus inclusif et constructif possibles a été considérée, dans nos rangs, comme un effort de dépassement des antagonismes qui gelaient les rapports entre le CNRD et la classe politique.

Votre appel est celui que nous attendions : s'asseoir, sans les a priori qui divisent, pour discuter comme vous l'avez bien dit « afin de mettre en œuvre les actions concrètes et nécessaires qui permettront le retour à l'ordre constitutionnel ». Nous étions ainsi dans le meilleur esprit possible pour recevoir l'invitation que vous aviez annoncée dans votre déclaration.

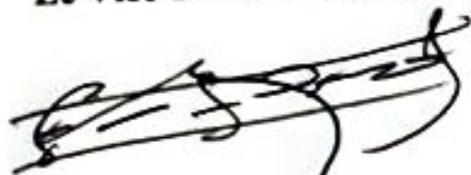
Malheureusement, la lettre qui nous a été adressée n'a pas pour inspiration votre déclaration du 20 juin. En nous demandant de participer au cadre de concertation que nous n'avons cessé de récuser parce qu'il est de nature à compromettre la réussite de la transition, elle ne s'est pas inscrite dans votre volonté de rapprocher les positions du CNRD et de la classe politique dans une dynamique prometteuse de stabilité et de paix sociale.

Nous déplorons ce pas en arrière par rapport à la perspective optimiste pour notre pays que portait votre prise de parole du 20 juin. C'est pourquoi nous avons le regret de décliner l'invitation de participer à la session du cadre de concertation qui s'ouvre le Vendredi 24 juin 2020.

Nous voudrions cependant vous assurer de notre disponibilité et de notre volonté d'être un partenaire sérieux et loyal pour toute initiative s'inscrivant dans la conduite d'un dialogue politique inclusif que vous prendriez dans l'esprit de votre déclaration du 20 juin.

Veillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de notre haute considération.

**Pour le Président de l'ANAD
Le Vice-Président de l'UFDG**



Dr Fodé Oussou FOFANA